



Aytré, le lundi 6 mai 2024

**DÉCISION DU MAIRE**  
**N° 13/2024**

**Émetteur :**  
Marchés Publics  
05 46 30 19 19  
secretariat.st@aytre.fr

**Affaire suivie par :**  
Marie GARDIENNET

**OBJET : Attribution du marché de la réfection du bardage de la maison Georges Brassens**

Le Maire de la Commune d'Aytré,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Municipal peut accorder des délégations du Maire,

VU la délibération n° 3 du 10 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal a délégué au Maire certaines attributions et plus particulièrement l'alinéa 4 relatif à toute décision concernant la passation et l'exécution de tous les marchés et accords-cadres d'un montant inférieur au seuil fixé par le Code de la Commande publique,

CONSIDÉRANT la nécessité de respecter les dispositions normatives et réglementaires relatives à ce type de bâtiment recevant du public (ERP),

VU le déroulement de la consultation,

**Le Maire DÉCIDE :**

**Article I.**

De passer et de signer le marché avec l'entreprise TOITURIERS DE L'OUEST sis 6 rue des Terriers – 17220 SAINT VIVIEN pour un montant de 44 918.00 € HT soit 53 901.60 € TTC

**Article II.**

D'engager la somme nécessaire et de mandater la dépense inscrite au budget de la commune d'Aytré

**Article III.**

De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente Maritime, conformément à la loi du 2 mars 1982, modifiée par la loi du 22 juillet 1982

**Article IV.**

De charger Madame la Directrice Général des Services de la Mairie d'Aytré et Monsieur le Trésorier principal d'Aytré, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Municipal lors de la prochaine séance.

**Article V. Contester une décision**

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac, CS 80541, 86000 POITIERS) dans le délai de deux mois suivant sa notification ou en déposant en ligne depuis [telerecours.fr](http://telerecours.fr)

Ce recours peut être précédé d'un recours administratif adressé à l'auteur de la décision.

Dans ce cas, une décision expresse de refus peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois qui suivent sa notification ; une décision implicite de refus née du silence gardé par l'administration pendant deux mois peut également être déférée au tribunal dans le délai de deux mois qui suit son intervention.

**Tony LOISEL**

*Le Maire*

